

Sainte Clotilde, le 18 juin 2014

Siège social

7 Rue Henri Cornu – 97490 Sainte Clotilde
Tél : 0262 500 400 - Fax : 0262 28 17 65
SIRET 442 771 044 00041 – NAF 6190Z
N° TVA intracommunautaire : FR 442771044
RCS Saint Denis B 442 771 044

Email : idoum@idoum.fr – **Site :** www.idom.fr

ARCEP

7 SQUARE MAX HYMANS
75730 PARIS CEDEX 15
France

N/Ref : ARCEP20140619

☒ Courrier recommandé avec accusé de réception

V/Ref :

Objet : Consultation ARCEP : Présélection

Monsieur le Président,

Nous tenons à exprimer un avis très défavorable à l'évolution des conditions relatives à la présélection sur le marché pertinent des DOMs qui aura pour effet immédiat une augmentation des prix pour le consommateur final et la disparition d'acteurs économiques sur ce secteur économique, dans un contexte particulier des DOMs, où peu de concurrence existe déjà, compte tenu des nombreuses concentrations en cours.

En effet, la présélection constitue dans les DOMs l'assurance pour le consommateur de disposer d'une offre variée avec une tarification compétitive. Le marché des DOMs étant beaucoup moins mature au niveau des infrastructures de boucle locale, il est évident que la présélection constitue encore aujourd'hui un support majeur pour les offres concurrentes aux opérateurs historiques.

Une augmentation des tarifs aurait pour impact immédiat une augmentation des prix pour le consommateur. Cela serait d'autant plus préjudiciable au consommateur des DOMs que la redevance annuelle liée à la présélection représente aujourd'hui déjà un frein important puisque si le territoire des DOMs est beaucoup plus petit, le montant de la redevance annuelle est la même que pour les opérateurs exerçant sur un territoire 50 fois plus grand en terme de population à savoir la métropole.

Enfin, de nombreux appels d'offres publics ont des durées de 3 à 4 ans ; toute modification à la hausse (ce qui n'est normalement pas dans le sens de l'histoire) impliquerait un délai de prévenance de 4 ans minimum à compter de l'annonce faite pour que nous puissions intégrer dans nos offres des éventuelles hausses qui seraient alors impactés sur nos clients.

Enfin l'offre VGAST ne répond en rien en terme de contrepartie à une dérégulation de l'offre liée à la présélection puisqu'elle ne couvre pas les T2. Le contexte particulier des DOMs implique qu'il n'est pas envisageable de disposer d'offres compétitives pour des T2 compte tenu d'une plus faible infrastructure que sur le territoire Métropolitain. La présélection reste donc le seul vecteur possible pour pérenniser une concurrence saine sur le domaine de la téléphonie et éviter un retour à une situation de monopole ou de duopole.

Nous restons bien entendu à votre entière disposition et vous remercions pour l'attention que vous porterez à notre courrier.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Cordialement,

David BRUYERE
PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
IDOM TECHNOLOGIES SAS

